

Réponses anarchistes à la crise écologique

Coordination des Groupes Anarchistes

2014

[https://web.archive.org/web/20191118224849/
https://c-g-a.org/content/
reponses-anarchistes-la-crise-ecologique](https://web.archive.org/web/20191118224849/https://c-g-a.org/content/reponses-anarchistes-la-crise-ecologique)

Enjeux de la question environnementale

La crise de développement du capitalisme¹ et ses conséquences sociales ont éclipsé la crise environnementale, pourtant plus que jamais d'actualité. De notre point de vue, cette crise peut se décliner en trois points principaux : le réchauffement climatique global, la dégradation des écosystèmes et l'amenuisement des ressources naturelles.

Le réchauffement climatique global

Dès les années 1970, les changements climatiques dus au système de production capitaliste ont été reconnus, notamment dans les milieux écologistes radicaux. Évidemment, ces positions ont été ridiculisées par les tenants du pouvoir. Ce n'est que dans les années 1980-1990, quand la question du réchauffement climatique deviendra de plus en plus incontournable, qu'ils l'intégreront dans leur discours sous la pression d'une partie de la communauté scientifique. Toutefois, le réchauffement climatique était encore considéré comme une conséquence possible des activités humaines, et non comme un fait avéré.

Depuis le rapport du GIEC² en 2007, l'impact des activités humaines rejetant des gaz à effet de serre dans l'atmosphère est un fait incontesté, hormis par les partisans d'un discours climato-sceptique ou par de faux experts à la solde des multinationales pétrolières, comme on a pu le voir à l'occasion du scandale dit du « climategate »³.

1. NdÉ : « Le capitalisme est la conjonction de trois rapports sociaux fondamentaux : le rapport monétaire-marchand, le rapport de propriété, le rapport salarial — lui-même défini comme un rapport de double séparation : séparation des travailleurs d'avec les moyens de production et d'avec les produits de la production. » (Frédéric Lordon, *La crise de trop – Reconstruction d'un monde failli*, éditions Fayard, 2009, deuxième partie, page 156 sur 304).

2. Groupe d'Experts Intergouvernementales sur l'évolution du Climat, mandaté par l'ONU sur les questions climatiques.

3. NdÉ : Le climategate désigne l'incident des courriels du *Climatic Research Unit*, ayant éclaté en 2009.

L'augmentation générale de la température du globe a en effet plusieurs conséquences : l'augmentation du niveau des océans due à la fonte des glaces terrestres et à la dilatation de l'eau de mer (en effet, contrairement à la fonte de la banquise, la fonte des glaces d'eau douce contribue à la montée de la mer) ; mais aussi la modification des courants océaniques et du cycle de l'eau. Cette augmentation du niveau de la mer met en péril les habitant·e·s des terres basses et notamment des zones de delta. L'exemple le plus emblématique est celui du Bangladesh qui, dans le pire des scénarios envisageables, pourrait voir plus de la moitié de ses 150 millions d'habitant·e·s migrer. Sans compter qu'à cela s'ajoute l'augmentation du volume de précipitations annuelles, risquant d'entraîner un accroissement de l'intensité et de la fréquence des tempêtes et cyclones.

Les conséquences du réchauffement climatique annoncent donc de grandes migrations qui ne manqueront pas de provoquer un véritable désastre social et agricole (avec la disparition totale de certains territoires cultivés) si aucune disposition collective n'est prise.

De manière générale, cette évolution écologique va probablement multiplier les phénomènes climatiques exceptionnels (tempête, sécheresse, canicule. . .), rendre la production agricole plus instable et aggraver les situations de pénuries alimentaires dans les régions qui seront victimes directes ou indirectes des catastrophes naturelles.

La dégradation des écosystèmes

L'industrialisation toujours croissante de nos sociétés s'accompagne d'une pollution croissante des écosystèmes naturels.

L'augmentation des surfaces industrielles et des zones urbaines liée à l'industrialisation détruit des écosystèmes et de potentielles zones agricoles, et perturbe le ruissellement des eaux. Les usines et particulièrement celles liées au raffinage utilisent des solvants, dont une partie se retrouve dans la nature et dans les cours d'eau. Dans de nombreux pays où les infrastructures de potabilisation de l'eau sont très insuffisantes, cela devient un problème de santé publique. Dans

tous les cas, les ressources halieutiques sont affectées, diminuant les volumes de pêche. On observe parfois une quasi-stérilisation des milieux aquatiques comme dans le Danube.

Les plantes et animaux les plus fragiles et les plus touchés par ces pollutions ne sont généralement pas exploités par des secteurs d'activités majeurs dans le système de production capitaliste. Ce sont les organismes vivants des écosystèmes naturels qui sont détruits ou qui survivent difficilement aux ravages des pratiques d'élevages ou cultures intensifs. Pourtant, si ces organismes vivants n'ont pas, à priori, un poids économique direct important, ils ont un rôle indirect qui peut s'avérer absolument nécessaire. Par exemple, si l'apiculture a un poids économique direct très faible, la pollinisation par les abeilles est d'une importance capitale pour la pérennisation des espèces végétales et donc des productions fruitières. Il en va de même pour tous les écosystèmes des sols et micro-organismes mis à mal par de nombreuses pratiques agricoles qui méprisent le vivant et l'importance de la biodiversité.

Outre ces exemples, la liste des phénomènes préjudiciables à l'environnement et aux sociétés est longue : érosions massives des reliefs, destruction de larges étendues de forêt primaire, contamination de l'environnement avec des croisements OGM⁴, etc. Cette dégradation des écosystèmes a des conséquences directes sur la santé des êtres humains. L'utilisation massive de pesticides, par exemple, est facteur d'augmentation des cas de cancers. Il en est de même pour l'usage de matériaux polluants dans les activités alimentaires, de constructions, etc.

L'amenuisement des ressources naturelles

Au-delà de la pollution engendrée par les modes de production intensifs et industriels, l'industrialisation croissante conduit inéluctablement à l'épuisement des ressources « brutes » et des matières premières dont elle a besoin dans des quantités démesurées. Pen-

4. NdÉ : OGM = Organisme Génétiquement Modifié.

dant plusieurs siècles, la pression exercée sur le stock des ressources énergétiques minières était infinitésimale au regard des besoins humains exprimés. Aujourd'hui, le rapport s'est complètement inversé, et il est clair que ces ressources vont diminuer et, pour certaines, risquent de se tarir. Or une très large partie du système de production actuel, dicté par les logiques capitalistes de croissance et de profit, ne peut pas fonctionner sans ces ressources énergétiques. Selon les projections, les ressources non renouvelables actuellement exploitées finiront toutes par atteindre un « pic » après lequel l'extraction sera plus difficile, coûteuse, et à terme non rentable. En outre, les ressources naturelles vitales, telles que la surface des sols fertiles et la qualité de l'eau et de l'air, sont également affectées par l'industrialisation. Leur raréfaction ou leur dégradation constituent des menaces directes sur la santé et la vie des humains. Voici un aperçu de ce qui est connu et projeté pour les décennies à venir concernant l'amenuisement des ressources naturelles et les « pics » envisagés.

La dégradation et la raréfaction des sols utilisables pour la production alimentaire sont engendrées par deux facteurs principaux. Le premier est l'appauvrissement des sols, qui sont saturés d'engrais et de pesticides issus de l'industrie pétrochimique. Le phénomène le plus visible est l'imperméabilisation des sols, entraînant des glissements de terrain et de grandes inondations. Le second est l'accaparement des terres par les propriétaires qui disposent de grands capitaux. Ils vont acheter des territoires à l'étranger, notamment en Afrique, pour en faire des lieux de culture intensive excluant les usages locaux des populations, qui sont alors exploitées sur ces parcelles et dépossédées de tout choix de production. Quant aux sols cultivables et proches des habitant·e·s, les gouvernements et le patronat les ont souvent détruits pour les allouer à d'autres fonctions plus « rentables » que l'agriculture.

L'accès à l'eau salubre, et en particulier à l'eau potable, va s'avérer de plus en plus difficile. En plus de l'augmentation de la consommation d'eau due à la production industrielle et agricole, de nombreux problèmes de pollution s'accroissent, avec une présence accrue d'en-

grais, de pesticides, de médicaments, de métaux lourds et tous types de rejets industriels dans les eaux.

Les « terres rares » désignent un ensemble de matériaux métalliques devenus des ressources extrêmement stratégiques étant donné leurs propriétés magnétiques. Ils sont utilisés dans les domaines de l'électronique, de l'informatique et l'énergie, en étant présents par exemple dans les ordinateurs, téléphones portables, écrans plats, mais aussi dans les éoliennes et les batteries. L'extraction des « terres rares » est extrêmement polluante et nocive. On relève des problèmes de dents et de peau, ainsi qu'une augmentation des cancers au contact de l'eau rendue toxique. L'extraction entraîne des rejets d'acides et de thorium radioactif, qui se déversent sans mesure de protection dans les eaux et les terres environnantes. Au contact de ces produits, certains organismes vivants deviennent stériles et l'agriculture des terres est rendue impossible.

Concernant les autres métaux, tels que le cuivre, le nickel, le zinc, le plomb, l'étain, etc., face à la croissance de la demande et à la déplétion des gisements, leur exploitation pourrait atteindre un pic dans 20 ou 30 ans. La teneur en métal des nouveaux minerais exploités est plus faible, ce qui entraîne une augmentation de l'énergie nécessaire pour extraire les métaux. De plus, même si le recyclage permet de réutiliser les métaux, il est loin d'être total. Par ailleurs, les conditions de travail dans les mines sont dramatiques, et les conséquences sur la santé irréversibles et souvent mortelles.

Le pic pétrolier a déjà été atteint, et nous sommes dans la phase de plateau qui précède le déclin. Le pétrole le plus accessible a déjà été extrait, et en 2030, la « production » mondiale devrait avoir diminué de moitié. L'industrie pétrolière se tourne maintenant vers l'exploitation du pétrole des sables bitumineux et du schiste, entraînant d'importants dégâts environnementaux.

Les réserves d'uranium, nécessaire au fonctionnement des centrales nucléaires, déclinent rapidement. Les grandes réserves se trouvent aujourd'hui sous la mer. Sa vitesse d'extraction est déjà plus faible que sa vitesse de consommation, avec une grande partie de l'ura-

nium qui provient du désarmement et des stocks. Au rythme actuel, le pic d'uranium est prévisible vers 2035. Les catastrophes nucléaires de Three Miles Island ⁵, de Tchernobyl ⁶ et de Fukushima ⁷ n'ont pas convaincu les dirigeants qui en tirent profit d'arrêter son utilisation.

Un pic gazier est prévu par l'Institut Français Pétrolier entre 2020 et 2030. Selon cette source, ce pic risque d'avoir des conséquences plus lourdes que celles du pic pétrolier, dont d'importantes pénuries, puisque le gaz peut être substitué au pétrole dans de nombreux cas, alors qu'il n'existe pas actuellement de substituant au gaz à grande échelle. Quant au pic de charbon, il pourrait être atteint vers 2025.

Fausse solutions aux problèmes environnementaux

Les problèmes environnementaux succinctement décrits précédemment font largement consensus dans les milieux politiques, ainsi que parmi les élites intellectuelles et politiques, qui malgré tout minimisent les enjeux écologiques. Nous proposons donc une critique anarchiste des positions politiques suivantes qui se veulent être une réponse aux enjeux environnementaux.

Capitalisme vert

Nous appelons capitalisme vert, les positions politiques qui avancent qu'il est possible de résoudre la crise environnementale sans sortir du capitalisme, grâce à une série de réformes censées organiser une

5. NdÉ : L'accident nucléaire de Three Mile Island s'est produit le 28 mars 1979. C'était dans les États-Unis d'Amérique du Nord.

6. NdÉ : En avril 1986, est survenu un grave accident nucléaire à Tchernobyl en « Union soviétique ».

7. NdÉ : L'accident nucléaire de Fukushima a eu lieu le 11 mars 2011 au Japon, à cause d'un tsunami consécutif à un séisme.

transition énergétique. Par exemple, Europe Écologie Les Verts défend l'idée d'une économie capitaliste soutenue par l'État pour mener à bien cette transition. Dans le cadre de cette politique, on a vu apparaître les crédits carbone à l'échelle internationale, c'est-à-dire des droits à émettre du CO₂ qui peuvent se monnayer entre États. Plus largement, une fraction de l'élite économique et intellectuelle pense que donner une valeur marchande à des biens « naturels » en fonction de leur rareté permettra au capitalisme de se réguler et de stopper la crise environnementale. Pour nous, cette position ne peut en aucune façon résoudre la crise environnementale ni même atténuer les dégradations en cours.

Tout d'abord, les quelques expérimentations pratiques de cette politique se sont avérées inefficaces. Les crédits carbone n'ont pas diminué le volume global des émissions de CO₂, car les États puissants ont pu racheter des crédits pour pouvoir dépasser le seuil prévu. Ensuite, les capitalistes se moquent éperdument des lois nationales et transnationales. Il suffit de penser aux nombreuses mines en Afrique où on utilise des solvants sans aucune protection ni circuit de retraitement, particulièrement dans des pays comme la République Démocratique du Congo en guerre civile permanente. En France, les capitalistes refusent de payer l'assainissement d'anciennes mines ou les dégâts des marées noires. Nous faire croire que les capitalistes vont avec des lois vertes être de vrai·e·s petit·e·s écolos est soit d'une incroyable mauvaise foi, soit d'un angélisme qui dépasse l'entendement.

Rappelons que le système capitaliste est un système totalement dépendant de la croissance économique perpétuelle et qu'en cas de décroissance de la production, le niveau de profit par rapport au capital investi diminue. Cette analyse est d'ailleurs confirmée par les faits historiques. En effet, le besoin d'accroissement de la production et des profits du capitalisme a été un moteur essentiel du processus colonial, et reste le moteur essentiel des processus néo-coloniaux d'aujourd'hui. Nous le voyons avec la conquête de nouveaux territoires à exploiter (front colonial brésilien sur l'Amazonie), de nouvelles ressources à extraire (sables bitumeux, gaz de schiste...).

Ce besoin d'accroissement de la rentabilité intrinsèque à ce système rend impossible toute conciliation entre le Capital et les enjeux environnementaux. Pour nous, la solution à ces problèmes ne peut être trouvée que dans une rupture totale avec le capitalisme, c'est-à-dire par la voie révolutionnaire.

Le cas particulier de l'énergie nucléaire

De toutes les fausses alternatives à la crise écologique, présentée souvent aujourd'hui comme la meilleure solution pour réduire les émissions de CO₂, l'énergie nucléaire est certainement la plus fallacieuse.

Notre refus et notre revendication de sortie immédiate du nucléaire s'appuie sur le constat de la spécificité du risque nucléaire par rapport à tous les autres risques industriels connus à ce jour :

- Sur le plan sanitaire, la radioactivité est le seul phénomène capable de détériorer le patrimoine génétique de n'importe quel être vivant (donc faune et flore confondues) de façon cumulative et irréversible de génération en génération, et vraisemblablement jusqu'à toucher la totalité de la population d'une espèce.
- Sur le plan de la sécurité, les installations nucléaires (réacteurs, stockage ou enfouissement de déchets) étant les structures industrielles qui présentent le potentiel de risque le plus élevé, sont inéluctablement aussi les plus vulnérables. Il existe une contradiction fondamentale entre les échelles de temps multi-millénaires de certains éléments radioactifs et les exigences de sécurité les plus élémentaires. Au-delà de tous les dangers qui menacent n'importe quelle infrastructure (climat, géologie, accident, erreur humaine, etc.), le principal facteur de risque qui menace une installation nucléaire est l'incertitude géopolitique.
- Sur le plan éthique, le nucléaire est la seule industrie capable de laisser en héritage pour plusieurs siècles ou millé-

naires aux générations humaines futures des sites de stockage et d'enfouissement de déchets à gérer, des réacteurs qui ne produisent plus d'électricité à démanteler, ou encore des régions voire des pays entiers irradiés. Exactement comme si aujourd'hui nous devions surveiller et renforcer des sites de stockage que nous aurait laissés les civilisations antiques pour se fournir en électricité pendant quelques décennies.

- Sur le plan économique, le nucléaire est l'énergie la plus chère de toutes. Le coût définitif d'un accident, les frais de gestion des déchets et autres démantèlements de réacteurs, sont tout simplement incalculables du fait de la durée de vie des éléments radioactifs.
- Sur le plan politique, l'énergie nucléaire implique, de par sa dangerosité, une concentration des pouvoirs et donc une société hiérarchique. Enfin, le nucléaire civil et le nucléaire militaire forment un tandem infernal depuis leur apparition. Jusqu'à présent, plus un État a développé son programme nucléaire civil, plus il a eu facilement accès à l'arme atomique. Le nucléaire militaire est toujours assis sur l'industrie nucléaire civile.

Réponse institutionnelle à la crise environnementale

Une large frange du tissu associatif⁸ à vocation environnementaliste attend de l'État qu'il légifère dans le sens de la préservation des écosystèmes menacés et pour une réforme des comportements individuels. Pour nous, cette option est vouée à l'échec, car l'État ne peut aller à l'encontre des intérêts du capitalisme et ce dernier va structurellement à l'encontre des objectifs environnementaux.

Ces dernières années, en partie sous la pression des associations écologistes, l'État a augmenté le nombre de structures environnementalistes, telles que les Parcs Nationaux, les PNR (Parc Naturel Régional), les directives habitats (Natura 2000)... Ces dispositifs

8. Nous pensons entre autre au WWF, la LPO, Greenpeace, etc. NdÉ : WWF = World Wide Fund for Nature ; LPO = Ligue pour la Protection des Oiseaux.

d'État ont pour but de préserver des espaces particulièrement sensibles en réglementant les activités humaines en leur sein. Après 30 ans de cette politique, le constat est sans appel puisque les milieux sensibles sont en recul, et que, d'une manière générale, les dégradations en cours n'ont en rien été enrayerées.

Au contraire du tissu associatif environnementaliste qui analyse cet échec par une implication trop faible de l'État, nous pensons que cette politique engendre uniquement une bureaucratie supplémentaire économiquement coûteuse et munie d'un pouvoir de répression qui opprime un peu plus le monde du travail, notamment dans la profession agricole. En effet, en plus d'un contexte économique qui tend à intensifier la production par une dégradation continue des revenus agricoles, les travailleurs-euses de la terre ont un surtravail important pour remplir les obligations de cette bureaucratie verte. Donc non seulement la tendance économique qui pousse les travailleurs-euses à avoir des pratiques anti-environnementales n'est pas combattue, mais de plus, cette contrainte bureaucratique favorise les comportements réactionnaires des travailleurs-euses de la terre et de la forêt vis-à-vis des enjeux environnementaux.

Plutôt que le développement d'une bureaucratie et la mise en place de répression, nous pensons qu'il faut se battre pour une amélioration des revenus du travail qui permettent la mise en place de pratiques plus écologistes. De même, nous voulons favoriser la socialisation de la production qui, en élevant socialement les travailleurs-euses, rend possible les échanges d'analyses et de pratiques, l'ouverture vers de nouvelles perspectives collectives et l'émergence d'une plus forte conscience écologiste.

La décroissance autoritaire

Nous désignons sous ce concept l'ensemble des courants politiques et intellectuels qui affirment que la résolution des enjeux sociaux et environnementaux passe par la décroissance des activités économiques.

Si nous partageons l'analyse fondatrice de Georgescu-Roegen⁹ affirmant que l'économie mondiale a un niveau d'utilisation des ressources naturelles supérieur à leur vitesse de régénération, nous pensons que la décroissance est un concept imparfait car il ne permet pas d'exclure des modèles de société autoritaires ni d'explicitier la mise en place et le développement de structures sociales et d'activités économiques socialement utiles. Le concept de décroissance ne dit rien de l'organisation politique qu'il suppose. Ainsi, certains écologistes peuvent-ils appeler de leurs vœux une sorte de « dictature » écologiste censée forcer le respect de l'environnement. Plus largement, le concept de décroissance pourrait bien être revendiqué par des personnes porteuses d'une vision raciste, théocratique ou fasciste de la société. Actuellement, les contradictions internes du capitalisme et l'apparente absence de perspective révolutionnaire crédible font osciller la plupart des discours et mouvements écologistes entre deux pôles aussi utopiques l'un que l'autre : le « développement durable » (en clair, la croissance durable) et la décroissance sans sortie du capitalisme. Enfin, si le système capitaliste cherche à croître pour croître, il n'est pas plus pertinent d'y opposer une « alternative » qui consisterait à décroître pour décroître¹⁰.

L'enjeu est bien plutôt de ramener le niveau de production global sous le seuil de renouvellement des ressources naturelles, tout en garantissant l'égalité d'accès aux biens et aux services produits. Donc, la question fondamentale à nous poser pour espérer dépasser la crise écologique est de savoir qui décide de ce qui est produit, et de la façon de produire. La nécessaire diminution du niveau de la production impose donc à l'humanité de relever le défi de la démocratie directe car seules les populations, et non des acteurs privés en concurrence les uns avec les autres, auront réellement intérêt à dépasser la crise écologique. Mais cela suppose également

9. NdÉ : Nicholas Georgescu-Roegen (1906-1994) a notamment écrit *La décroissance, entropie, écologie, économie* (1979 chez Pierre-Marcel Favre, puis chez Le Sang de la Terre en 1995, 2006 et 2020).

10. NdÉ : La décroissance est un « mot obus » et un projet conjoncturel. Serge Latouche a d'ailleurs affirmé qu'il faudrait conceptuellement plutôt parler d'« accroissantisme ».

de relever le défi de l'égalité, car la seule façon de diminuer le niveau de la production sans léser quiconque suppose de couvrir les besoins de façon égalitaire.

Ainsi, plutôt que la décroissance, nous revendiquons la socialisation de la production et du pouvoir de décision dans la société¹¹ pour enfin rationaliser l'économie et satisfaire les besoins en fonction des ressources disponibles.

Dans la nébuleuse de la Décroissance, nous reconnaissons qu'il y a d'authentiques progressistes ainsi que des combats, notamment celui de la lutte contre le harcèlement publicitaire, dans lesquels nous nous retrouvons. S'il existe une composante libertaire dans ce courant, il existe également une forte tendance étatique, dont le PPLD (Parti Pour La Décroissance), le journal droitier La Décroissance¹², les fascistes « identiverts »... Si on voit apparaître des courants d'ultra-droite se revendiquant de la décroissance, c'est que la promotion du localisme à tout va est pour le moins ambiguë.

11. NdÉ : Comités Syndicalistes Révolutionnaires, « Le projet de société syndicaliste révolutionnaire », juin 2019, <<https://www.syndicaliste.com/le-projet-sr>> ; Guillaume Goutte, *Tout pour tous ! L'expérience zapatiste, une alternative concrète au capitalisme*, éditions Libertalia, 2014 ; Union des Travailleurs Communistes Libertaires (devenu Alternative Libertaire, puis Union Communiste Libertaire après fusion avec la Coordination des Groupes Anarchistes), *Un projet de société communiste libertaire*, éditions d'Alternative Libertaire, 2011 [2001, 1993, 1988, 1986] pour la 6^e édition ; Pierre Besnard, *Le monde nouveau – Organisation d'une société anarchiste*, éditions du Monde Libertaire (Fédération Anarchiste), 2021. Les écrits suivants pourraient à contrario moins ou ne pas plaire à des anarchistes : Dominique Lachosme, *Pour une démocratie économique*, Atelier de Création Libertaire, 2016 ; Frédéric Lordon, *Figures du communisme*, éditions La Fabrique, 2021.

12. Les rédacteurs-trices contesteraient cette appellation, mais pour nous ce journal comporte de nombreux articles visant à définir les « bons » comportements d'un-e décroissant-e, véritable catéchèse verte. Parmi les multiples articles politiquement douteux, nous retenons le numéro de décembre 2012 en plein débat sur le Mariage pour toutes et tous qui n'avait sur ce sujet qu'une seule brève relatant un fait divers aux USA, parlant d'un couple de lesbiennes ayant permis à leur fille trans de prendre un traitement pour retarder sa puberté, et les présentant comme ayant castré chimiquement un garçon d'une dizaine d'année. Rivarol n'aurait pas fait mieux... NdÉ : Rivarol est un journal d'extrême-droite, qui aurait été fondé en 1951 par René Malliavin / Michel Dacier (1896-1970).

Le contrôle de la démographie

Face à la question de la limitation des ressources et aux problèmes de pollution environnementale due aux activités humaines, certains courants dits « néo-malthusiens » préconisent le contrôle des naissances afin de stopper l'accroissement de la population mondiale, voire de réduire sa taille. Ces théories sont dénommées ainsi en référence à Malthus, économiste du début du 19^{ème} siècle. Selon ce dernier, la croissance de la population étant beaucoup plus rapide que celle des ressources, il fallait imposer un strict contrôle des naissances par des « vertus morales » et le mariage tardif, et un arrêt de toute aide aux plus pauvres dans le but d'accroître leur taux de mortalité.

Nous ne pouvons qu'être en ferme opposition à ce qu'une partie de la population exerce sa domination en cherchant à maîtriser le taux de reproduction d'une autre partie de la population. Toutes les applications actuelles et passées de politiques de contrôle des naissances montrent clairement des pratiques inégalitaires, autoritaires, voire dictatoriales. Elles ont pu prendre le visage de larges campagnes incitant à la contraception menées par les pays riches dans les pays dits en voie de développement, de prises obligatoires de contraceptifs, d'amendes en cas de naissance, mais aussi de stérilisations forcées et d'avortements contraints.

Les raisons idéologiques sous-jacentes se sont révélées plus ou moins ouvertement racistes, ethniques, théocratiques, fascistes, ou eugénistes. Les considérations écologiques ont pu servir de paravents à des craintes d'ordre identitaires et racistes, avec une peur de l'« invasion » de populations désignées comme étrangères et possédant des taux de natalité plus élevés, que cela soit par migration, par des guerres, ou encore par l'accaparement des ressources disponibles. Sous couvert de la limitation des ressources, certains gouvernements ont appliqué des politiques ethniques, religieuses ou de contrôle social pour réduire la croissance démographique de minorités ciblées ou pour limiter les dangers d'explosion politique liée à la pauvreté. L'idéologie eugéniste caractérisée par la crainte d'une dégradation

de la « qualité de la population » s'est concrétisée par des stérilisations forcées massives de « pauvres », de « délinquant-e-s », d'homosexuel·le-s, de personnes handicapées, ou encore présentant des affections psychiatriques.

Quant au concept même de vouloir réduire la population pour diminuer la consommation des ressources et la pollution, il omet de prendre en considération de nombreux facteurs. En effet, les niveaux d'exploitation des ressources disponibles et de la pollution ne dépendent pas que de la taille de la population, mais aussi des modes de consommation, de production, de transformation, d'acheminement, des pressions agro-industrielles. . . La structure d'âge de la population, sa manière d'occuper l'espace, la répartition territoriale des ressources sont des exemples d'autres éléments rentrant en jeu. Ainsi, non seulement une diminution de la population n'entraînerait pas de façon systématique une diminution de l'exploitation des ressources, mais qui plus est aucune étude scientifique n'a jamais montré que la population humaine est trop nombreuse compte tenu des ressources planétaires.

Les politiques malthusiennes s'inscrivent dans le système de domination patriarcale en ciblant majoritairement les femmes. Ces dernières sont réduites à la fonction de procréation qui, dictée par des campagnes politiques, interdite par des mesures coercitives, ou encore supprimée par des atteintes corporelles, ne leur appartient même pas.

Pour nous, les enjeux environnementaux ne peuvent aucunement se résoudre en imposant autoritairement une quelconque limitation des naissances. De plus, le contrôle démographique n'est pas une solution en soi aux problèmes écologiques. À l'inverse, nous pensons que la prise en charge directe par les populations des questions économiques et sociales pour organiser la répartition égalitaire des richesses produites en tenant compte des ressources disponibles pourra répondre au plus près aux besoins de tous et toutes. Nous savons qu'à l'échelle de la population, le taux de natalité est influencé par le niveau de vie et l'organisation sociale. En rupture avec les discours religieux, patriotiques et natalistes, nous reven-

diquons un accès libre et gratuit à la contraception permettant le choix émancipateur d'avoir un enfant ou non, au moment souhaité. Dans ces conditions, nous pensons que la volonté de dépasser la crise écologique n'est pas une entrave au choix individuel d'avoir un, plusieurs, ou pas du tout d'enfant.

Promotion et massification des alternatives en actes

S'il n'existe pas d'organisations politiques qui portent exclusivement cette option politique, elle se retrouve de façon relativement diffuse notamment dans le milieu libertaire. En effet, un nombre important de camarades pensent que développer des projets alternatifs suivant les principes libertaires permettra de créer une rupture révolutionnaire.

Pour nous, la promotion et le développement des alternatives autogestionnaires / écologistes / ... en actes, s'ils sont nécessaires, ne peuvent constituer à eux seuls une stratégie centrale pour les communistes libertaires car :

- ces alternatives en actes demandent un investissement énorme pour un impact social limité ;
- elles sont dans un contexte sociopolitique qui leur est très défavorable, ce qui entraîne de bonnes chances d'échec total ou partiel avec de la récupération, hiérarchisation, etc. ;
- elles coupent de fait les militant·e·s qui s'y impliquent de la réalité sociale des exploité·e·s peu politisé·e·s ;
- et surtout elles ne sont pas un affrontement direct avec la domination du Capital et de l'État qui s'accommodent assez bien de cette forme de contestation pas si politique que ça. Les dominant·e·s peuvent aussi instrumentaliser ces expériences pour « démontrer » qu'il est possible de vivre de manière plurielle voire radicale dans le régime capitaliste.

Bien que les alternatives en actes soient riches, intéressantes, et parfois même exemplaires et à relayer, nous ne pouvons pas nous

appuyer sur ces seules expérimentations pour aller vers une révolution sociale et libertaire.

L'antispécisme¹³

Si la plupart des membres de ce courant politique ne limitent pas leurs actions aux problèmes environnementaux, ils-elles affirment souvent que leurs positions permettent de résoudre les difficultés pointées précédemment. Pour nous, l'antispécisme comme projet politique visant l'abolition de toutes formes d'exploitation des animaux¹⁴, ne permet pas la résolution des problèmes environnementaux. Plus largement, ce courant politique n'est pas compatible avec l'anarchisme que nous défendons.

L'élevage industriel d'animaux, principalement volailles et porcs, est largement néfaste : fortes émissions de gaz à effet de serre, d'azote, et consommation d'antibiotiques importante. L'abandon de ces filières et des modes de consommation qui y sont liés est indispensable pour la résolution des problèmes environnementaux. Pour autant, l'utilisation des animaux est pour nous indépassable, particulièrement dans une conjoncture de raréfaction des ressources fossiles¹⁵. En effet, l'élevage permet d'améliorer la fertilité des sols,

13. Pour un développement plus approfondi du clivage entre notre anarchisme et l'antispécisme, se reporter aux textes sur l'antispécisme disponibles sur le site web de la CGA dans le thème « écologie ». NdÉ : En 2014, et à priori jamais avant ni après, 2 articles ont été publiés sur c-g-a.org : « L'antispécisme, une fausse solution aux problèmes environnementaux » et « Anarchisme et Antispécisme ».

14. NdÉ : Il s'agit plutôt là du véganisme (à ce propos, on peut lire, aux éditions L'Âge d'Homme, *Petit traité de véganisme* puis *Introduction aux droits des animaux*). L'antispécisme peut aller plus loin, notamment s'il y a remise en cause de la notion de « Nature » (lire *La Révolution antispéciste* aux éditions PUF ou Alga) qui peut conduire à vouloir interférer avec la prédation.

15. NdÉ : On retrouve la même justification chez des grands théoriciens de la permaculture, tels que Patrick Whitefield (*Graines de Permaculture*, Passerelle Éco), David Holmgren (*Permaculture – Principes et pistes d'action pour un mode de vie soutenable*, Rue de l'échiquier, 2014 et 2017) et Bill Mollison (*Introduction à la Permaculture*, Passerelle Éco, 2012).

condition à l'obtention de rendements céréaliers et maraîchers à la mesure des besoins alimentaires. Il permet également un recyclage rapide de sous-produits alimentaires comme le son (résidus de la décortication des céréales). Il assure la production de produits textiles avec la laine et les cuirs. . . L'abandon de l'élevage et de ses fonctions entraînerait soit une plus grande utilisation des produits pétroliers (intrants chimiques et fibres synthétiques) soit une réduction très importante du volume de production alimentaire (chute des rendements céréaliers par manque de fertilisation et remplacement des cultures alimentaires par des cultures de fibres textiles).

L'abandon de l'utilisation des animaux nous priverait d'une aide au travail importante pour le travail du sol, de la manutention d'objets lourds. . . que l'on ne peut compenser que par une augmentation de la consommation pétrolière¹⁶. En effet, comment débarder un arbre d'une forêt sans utilisation de tracteur ?

Pour les antispécistes, l'arrêt de l'utilisation des animaux vise à l'établissement de l'égalité de droits entre animaux humains et non-humains. Pour nous, l'égalité correspond à l'établissement d'une organisation sociale où le pouvoir décisionnel et l'accès aux ressources sont équivalents pour toutes et tous. Cette égalité dépasse la simple égalité de traitement et nécessite de faire société, c'est-à-dire de partager une histoire et un travail collectif dont la transmission intergénérationnelle assure l'autonomie des individus de la société, ce qui n'est pas le cas entre humains et non-humains¹⁷. L'antispécisme traite les inégalités exclusivement via les discriminations, niant de fait l'établissement de structures sociales conduisant à une inégalité structurelle entre les individus d'une même société.

16. NdÉ : Remarquons qu'avec ce genre de raisonnement (rejetant les intérêts d'individus exploités au nom de ceux de « son groupe » dont la délimitation est hautement politique), on pourrait tout à fait envisager de conserver le patriarcat, et pourquoi pas même le ré-approfondir, ou de ré-introduire l'esclavage humain. Il suffirait pour cela de revoir à la baisse qui nous mettons sérieusement dans la communauté morale. D'ailleurs, Jean-Marc Jancovici, écologiste bourgeois ayant une certaine notoriété, compare le pétrole avec des esclaves humains (sans pour autant prôner de revenir à l'esclavage humain, heureusement).

17. NdÉ : Mais pas non plus avec certains humains handicapé·e·s mentaux. . .

Définissant la liberté et l'égalité exclusivement par les connexions entre individus et non au sein d'une structure sociale collective, l'antispécisme est pour nous d'essence libérale. Il est ainsi incompatible avec l'anarchisme que nous défendons, qui vise l'établissement d'une société d'égalité politique et économique où la liberté est la même pour toutes et tous puisqu'elle ne peut exister réellement dans des rapports sociaux inégalitaires. Loin d'être anecdotique, la définition de la liberté et de l'égalité en dehors de la définition d'une société, est la base idéologique qui conduit une partie des partisan·e·s de l'antispécisme à assimiler l'élevage industriel à la Shoah, brèche pour la banalisation du génocide, le négationnisme, et l'intrusion de fascistes dans ce mouvement.

Axes stratégiques sur la question environnementale pour la CGA

Militant·e·s de la CGA nous affirmons que la question environnementale comme la question sociale ne peut se régler dans l'économie capitaliste et sous le joug de l'État. Comme sur la question sociale, nous pouvons agir dès à présent en augmentant le rapport de force pour imposer des conquêtes progressistes aux tenant·e·s du pouvoir. Pour résoudre véritablement les problèmes environnementaux, nous voulons la socialisation des moyens de production et l'organisation fédérale, conditions à la réorganisation sociale et écologiste de l'économie.

La révolution sociale et libertaire est pour nous la seule option pour mettre fin aux dégradations environnementales. Il nous est possible aujourd'hui de pousser à l'intensification de luttes contre l'industrie nucléaire, contre les nouvelles extractions d'hydrocarbures (gaz et huile de schiste), imposer des restrictions à l'agriculture intensive, arrêter la mise en œuvre de grands chantiers inutiles et anti-sociaux...

Il est important pour nous militant·e·s anarchistes de se porter sur ces luttes, car, bien que seule l'action révolutionnaire puisse ré-

soudre l'intégralité des problèmes environnementaux et sociaux, il est urgent de mettre un coup de frein aux dégradations en cours si nous ne voulons pas d'un champ de ruine à moyen terme.

En cela il nous semble nécessaire pour les anarchistes de s'emparer des questions environnementales et de s'investir avec d'autres dans les luttes « écologistes » quand cela permet de développer un rapport de force effectif tout en gardant notre discours spécifique.

Nous allons développer à présent les positions et axes stratégiques de la CGA vis-à-vis d'un certain nombre de problématiques environnementales.

Les luttes contre le nucléaire

Les luttes anti-nucléaires font encore aujourd'hui partie d'un des axes fondamentaux du combat « écologiste ».

Sur ce sujet la CGA affirme qu'il faut sortir du nucléaire immédiatement¹⁸ par la construction d'un rapport de force populaire pour l'abolition d'une industrie excessivement dangereuse et polluante et qui sert de paravent à l'armement militaire.

Nous revendiquons :

- le démantèlement de tout l'armement nucléaire ;
- la mise en arrêt de fonctionnement immédiate de toutes les centrales de production et de recherche nucléaire ;
- la dépollution des anciens sites nucléaires.

L'industrie pétrolière

Principale cause de l'effet de serre et responsable de nombreuses catastrophes écologiques (BP dans le golfe du Mexique), l'industrie

18. NdÉ : Mais au moins là, la CGA ne nous explique pas comment. Pourtant, dans un pays comme la France où une très grosse part de l'électricité provient du nucléaire, arrêter *immédiatement* aurait de très sérieuses conséquences.

pétrolière est au cœur du système économique capitaliste. Il est donc pertinent pour nous de développer des luttes qui limitent le développement de cette industrie, voire de la réduire.

Aujourd'hui les entreprises capitalistes multinationales ont de grandes facilités juridiques pour être exemptées de responsabilité lors de grandes catastrophes écologiques (Erika, BP. ..). Aussi le développement des luttes pour que les pétroliers payent l'intégralité de leurs dégâts devrait limiter la reproduction de ces catastrophes, constituant un enjeu pertinent face aux capitalistes. Nous soutenons donc les luttes qui, suite aux dégradations environnementales, réclament que les pollueurs soient les payeurs.

De plus, nous revendiquons dès aujourd'hui :

- l'arrêt de toutes nouvelles prospections d'hydrocarbure ;
- la gratuité des transports en commun, leur multiplication, et leur accessibilité au plus grand nombre ;
- la réorganisation des modes de déplacement.

Sur le plus long terme, afin de réduire nos besoins en terme de dépenses énergétiques, il paraît nécessaire d'envisager un réaménagement du territoire. Celui-ci ne doit plus être adapté seulement à la consommation de masse dans les centres commerciaux et à l'acheminement des salarié-e-s sur leurs lieux de travail.

L'aménagement du territoire doit être pensé pour diminuer les distances à parcourir par les populations pour accéder à leurs instances de décisions, de travail, d'approvisionnements en nourriture, en eau, etc. Nous devons d'une manière générale tendre vers le développement des circuits courts et vers un système énergétique décentralisé, basé sur les énergies renouvelables les moins néfastes possibles pour l'environnement à un endroit donné.

Pour la biodiversité

A l'échelle du monde, la diversité des écosystèmes et leur complexité sont largement en recul. En cause existent deux facteurs principaux,

les rejets importants de substances toxiques issues de l'industrie et de la consommation ménagère et l'intensification en intrants chimiques de l'agriculture.

Pour ce qui est des rejets toxiques, nous pensons qu'il faut imposer l'arrêt de l'utilisation des molécules polluantes de synthèse, ou à minima leur confinement strict, ainsi que l'arrêt de l'utilisation des OGM.

Pour ce qui est de l'agriculture, nous pensons que l'universalisation de la culture biologique, c'est-à-dire sans intrants chimiques de synthèse, constitue un véritable progrès sur notre santé et la préservation de « l'environnement ». Mais déconnectée de revendications sociales, nous jugeons cette revendication contre-productive. Car en l'état de l'économie capitaliste, imposer la culture biologique induirait une augmentation des prix des produits alimentaires largement supérieure à l'inflation donc un appauvrissement des travailleurs-euses, puisque l'offre diminuerait avec une demande constate, les rendements « biologiques » étant en moyenne 30 % inférieurs aux conventionnels. Nous pensons donc qu'il faut coupler la revendication de la culture biologique à des revendications sur les prix des denrées alimentaires avec, par exemple, leur plafonnement et une indexation inférieure ou égale à l'inflation du tiers des plus bas salaires ou du RSA¹⁹, ou sur tout autre indice représentatif de l'évolution de la richesse des classes populaires. Sans être dogmatique, il s'agit là de rechercher une revendication mobilisatrice et progressiste de manière pratique.

La mise en culture biologique, bien que représentant majoritairement un progrès « écologique », ne garantit pas de certaines dégradations agricoles induites par des problèmes de structures. Par exemple, le développement de grands bassins de production avec un très faible niveau d'intégration entre l'élevage et les cultures entraîne entre autre une proportion très élevée des nitrates dans l'eau, la rendant impropre à la consommation. Seule la gestion col-

19. NdÉ : Dans ce contexte, RSA est l'acronyme de Revenu de Solidarité Active.

lective des terres, par une approche globale de l'agriculture dans son environnement, peut éviter ces problèmes en prenant en compte l'ensemble des avantages et inconvénients des productions.

Pour lutter dès aujourd'hui contre l'appauvrissement des écosystèmes et les pollutions agricoles et industrielles, nous revendiquons :

- l'arrêt de l'utilisation de toutes les molécules diagnostiquées comme dangereuses et le renforcement des dispositifs d'homologation ;
- l'arrêt de l'utilisation des OGM ;
- l'universalisation de la culture biologique et le plafonnement des prix alimentaires ;
- l'augmentation des prix d'achat des produits agricoles et l'amélioration des conditions de travail des ouvrier·e·s agricoles.

Plus généralement, militant·e·s de la CGA, nous pensons que les luttes écologistes doivent se lier aux luttes sociales, car elles ont toutes deux pour but de réduire l'impact néfaste du Capital et de l'État sur nos vies. Ce lien est d'autant plus important que certaines luttes écologistes à elles seules sont facilement manipulables et/ou récupérables par des partis bourgeois et étatistes.

Évidemment, le mouvement fasciste s'illustre lui aussi dans la récupération de certaines luttes écologistes, la mouvance au sens large en ce qui concerne la défense du droit des animaux et le courant plus spécifiquement identitaire se raccrochant à une vision de « défense des terroirs » et des traditions excluant tout ce qui y serait étranger (humains ou cultures non-européennes).

Ces revendications, bien que limitées, sont pour nous un progrès social effectif sur le champ des enjeux environnementaux. Outre un progrès immédiat, nous pensons que porter des axes revendicatifs immédiats est indispensable à la construction d'un rapport de force populaire qui s'oppose aux forces capitalistes et constitue l'embryon de la révolution sociale, libertaire et écologiste de demain.

Réponses anarchistes à la crise écologique

Coordination des Groupes Anarchistes

2014

Enjeux de la question environnementale	1
Le réchauffement climatique global	1
La dégradation des écosystèmes	2
L'amenuisement des ressources naturelles	3
Fausse solutions aux problèmes environnementaux	6
Capitalisme vert	6
Le cas particulier de l'énergie nucléaire	8
Réponse institutionnelle à la crise environnementale	9
La décroissance autoritaire	10
Le contrôle de la démographie	13
Promotion et massification des alternatives en actes	15
L'antispécisme	16
Axes stratégiques sur la question environnementale pour la CGA	18
Les luttes contre le nucléaire	19
L'industrie pétrolière	19
Pour la biodiversité	20

Source / URL web :

<https://web.archive.org/web/20191118224849/https://c-g-a.org/content/reponses-anarchistes-la-crise-ecologique>

Adaptation non-officielle en brochure,

avec « NdÉ » pour « Note de l'Éditeur ».

Fait avec L^AT_EX 2_ε pour un bon rendu pour l'impression.

Mis en brochure avec pdfbook de pdfjam.